

Sous la direction de
Moustapha Soumahoro

AMÉNAGEMENT, DÉCENTRALISATION ET DÉVELOPPEMENT LOCAL EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE



L'Harmattan

Organismes internationaux et promotion du développement local au Cameroun : cas du PNUD dans la commune de Bogo (Extrême-Nord Cameroun)

MBEVO FENDOUNG Philippes

Doctorant en géographie
Département de Géographie
Université de Yaoundé I, Cameroun
Email : phijippesmbevo@yahoo.fr

VOUNDI Éric

Doctorant en géographie
Département de Géographie
Université de Yaoundé I, Cameroun
Email : eric.voundi@yahoo.fr

TCHINDJANG Mesmin,

Maître de Conférences
Enseignant-Chercheur
Département de géographie
Université de Yaoundé I, Cameroun
Email : mtchind@yahoo.fr

PETCHEU Igor Casimir

Docteur en géographie
Département de géographie
Université de Yaoundé I
Email : petcheu1@yahoo.fr

Résumé

Le bien-être des populations locales fait partie des préoccupations phares du PNUD. Il finance des microprojets dans plusieurs pays africains, dont le Cameroun. Ce pays a bénéficié d'une multitude de projets financés par cet organisme dans plusieurs communes. Celle à laquelle s'intéresse cette recherche est la commune de Bogo, Région de l'Extrême-nord. Ce projet a été d'une grande importance, car il s'attaque à une problématique jugée cruciale pour la zone : le maintien, la reconstruction et la revitalisation des paysages de production socioécologiques

(Socioecological production landscapes-SEPLs). En outre, il cherche via la résilience à consolider l'expertise des populations locales dans l'utilisation durable des ressources des paysages de production socioécologiques. L'objectif de ce travail est de montrer la portée de ces projets sur les conditions de vie des populations de la Commune de Bogo. Il est aussi question de comprendre comment les connaissances et pratiques villageoises participent à la durabilité de ces projets. Pour y parvenir, il s'avère nécessaire de recenser, à travers un questionnaire et la documentation, les différents microprojets financés par le PNUD dans cette commune. Des entretiens ont été menés pour mieux comprendre la perception de ces réalisations par les populations, le niveau de satisfaction, les impacts induits dans le paysage socio-écologique, la place des expériences des femmes, etc. Il en ressort (post projet) entre autres une meilleure gestion des ressources et des conflits par les leaders communautaires, un renforcement institutionnel, plus de 30 femmes bénéficiaires de fonds, 30 activités génératrices de revenu (AGR) financés en élevage et commerce, 75 % d'accroissement du revenu des ménages bénéficiaires et environ 10 000 personnes bénéficiaires directes et 10 000 indirectes. Des Biogaz, bio charbon, bonnes fontaines, abreuvoirs pour bêtes, etc. ont été construits. Des écoles sont reboisées (école publique de Bédji Bédji) ainsi que des techniques de fabrication des fours améliorés capitalisées par les populations locales.

Mots-clés : *Bogo, développement local, organismes internationaux, PNUD*

Abstract

The well-being of local people is one of UNDP's key concerns. It finances microprojects in several African countries among which Cameroon. This country has benefited from a multitude of projects funded by this organization in several municipalities. The one to which this research is concerned is the commune of Bogo, Extreme-North Region. This project was of great importance because it tackles a problem considered crucial for the area: the maintenance, reconstruction and revitalization of socio-ecological production landscapes (Socioecological production landscapes - SEPLs). In addition, it seeks through resilience to consolidate the expertise of local populations in the sustainable use of resources of socio-ecological production landscapes. The objective of this work is to show the scope of these projects on the living conditions of the populations of Bogo Commune. It is also about understanding how village knowledge and practices contribute to the sustainability of these projects. To achieve this, it is necessary to identify, through a questionnaire and

documentation, the various microprojects financed by the UNDP in this commune. Interviews are conducted to better understand the perception of these achievements by the population, the level of satisfaction, the impacts induced in the socio-ecological landscape, the place of women's experiences, etc. The results (post-project) include better management of resources and conflicts by community leaders, institutional strengthening, more than 30 women receiving funds, 30 revenue-generating activities (AGRs) financed from livestock and trade, 75% of increased income of beneficiary households and about 10,000 direct and 10,000 indirect beneficiaries. Biogas, bio charcoal, good fountains, water troughs for animals etc. were built. Schools are reforested (public school of Bédji Bédji) as well as improved kiln manufacturing techniques capitalized by the local populations.

Keywords: *Bogo, local development, UNDP, international organizations*

INTRODUCTION

Le contenu sémantique du concept de développement local ne fait pas l'unanimité dans l'esprit des chercheurs. Pour certains, il renverrait à « un ensemble d'actions palpables pouvant induire des changements sociaux et économiques suffisamment significatifs pour s'inscrire dans la durabilité » (Rosnert 2008 : 13). Pour les chercheurs anglo-saxons, il est la conséquence de l'échec des États. D'aucuns y trouvent une manière de rompre avec les tendances lourdes de la mondialisation. Enfin, « il est un espace d'autonomisation des acteurs privés face à des pouvoirs politiques nationaux défaillants ou prédateurs » (Barrau, 2005 : 5).

Par développement local, nous entendons, dans le contexte camerounais, des actions en faveur de l'amélioration des conditions de vie des populations et garantissant leur bien-être, initiées à la base par des leaders communautaires et/ou des organisations de la société civile (OSC). Il participe de ce fait à la facilitation de la satisfaction des besoins de base, l'accès aux infrastructures et aux services de base. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), à travers ses représentations nationales, œuvre pour le développement local dans plusieurs pays africains.

En Afrique de l'Ouest et plus précisément en Côte d'Ivoire, c'est plus de 27 organisations communautaires de base et 19 organisations de jeunes artisans constituées qui ont amélioré leurs capacités de production, ce qui a permis à 623 personnes (dont 68 % de retournées) d'être résolument

engagées dans des activités génératrices de revenus en vue de leur réintégration économique. Par ailleurs, 196 jeunes dont 60,20 % de femmes bénéficient d'un programme de formation professionnelle grâce au PNUD et ses partenaires (PNUD, 2017 : 19).

Au Sénégal, le PNUD a agi sur trois grands leviers à savoir (i) le renforcement de la protection sociale des groupes vulnérables pour une croissance économique inclusive (ii) de la Résilience et Adaptation/Atténuation aux Changements climatiques (iii) et la contribution au renforcement des capacités de bonne gouvernance pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) en se focalisant sur le renforcement des capacités au niveau des institutions clés. Il en résulte le désenclavement de 634 localités, facilitant ainsi un meilleur accès de 408 000 habitants aux marchés, structures de santé et établissement scolaires, la facilitation de l'accès à l'eau potable pour plus de 304 000 habitants qui ne sont plus éprouvés par les corvées d'eau et les maladies hydriques, pareil pour l'accès à l'énergie de 89 villages et 51 mini centrales solaires, ouvrant ainsi aux populations les opportunités économiques au niveau local et l'accès à 2 145 équipements de transformation post récolte destinés à l'allègement des travaux féminins pour une population de plus de 1,5 million d'habitants (PNUD, 2017 : 10-19).

En Afrique Centrale, notamment en République Centrafricaine (RCA), le PNUD, avec le soutien de ses partenaires, a œuvré pour la réduction de la pauvreté, l'accès à l'éducation, le renforcement des capacités des populations meurtries par la crise sociopolitique et l'implication de la femme dans le processus de prise de décision. Les points prioritaires ici sont plus à connotation politiques et sociaux, compte tenu de la situation ambiante (PNUD, 2015 : 19-23).

Au Tchad, en étroite collaboration avec le Gouvernement, un plan d'action 2012-2015 a été mis sur pied. Celui-ci a donné lieu à une multitude de réalisations dont (i) la redynamisation du secteur du cuir appuyée par la mise en place d'un nouveau dispositif installé à l'abattoir moderne de Farcha à N'Djamena, (ii) la stratégie nationale de microfinance adoptée (iii) financement assuré de 4 582 microprojets pour accroître les revenus, avec une attention particulière sur les femmes qui représentent plus de 50 % des bénéficiaires (iv) construction de neuf plateformes multifonctionnelles fournissant des services énergétiques indispensables à la mouture, au décorticage, au broyage et à l'éclairage en milieu rural mises en place (v) viabilisation de 52 ha en milieu urbain (vi) appuis fournis dans le domaine de l'habitat par la construction de 70 logements,

l'assainissement et cession de 1 000 parcelles au secteur privé, l'organisation du cadre réglementaire pour régir l'urbanisme, la construction et le financement de l'habitat et le renforcement des capacités techniques d'une centaine d'agents communaux en matière de gestion urbaine dans 6 villes du Tchad et des capacités institutionnelles par la création de la Société de Promotion Foncière et Immobilière (SOPROFIM) et l'Observatoire de l'Habitat et du Développement Urbain (OHDU) (République du Tchad et PNUD, 2015 : 12).

Pour ce qui est du Cameroun, en 2013, cet organisme international y a financé un certain nombre de microprojets (07), notamment dans la commune de Bogo, région de l'Extrême-Nord Cameroun. Ces projets visaient à accroître la résilience des populations et du paysage dans cette commune, à travers la facilitation d'accès aux besoins de base (eau potable, énergie domestique...), mais aussi à la préservation de l'environnement. Ces réalisations ont significativement impacté (positivement) la vie des populations, en autonomisant la femme peule, en introduisant au sein de la population les nouvelles façons de faire et d'agir et ce, dans le respect absolu de cultures et croyances locales. Ces projets avaient comme objectifs d'évaluer la résilience des populations via les 07 microprojets implémentés à la suite des recommandations de la stratégie nationale COMDEKS de l'initiative SATOYAMA. Le but de l'initiative Satoyama est de promouvoir l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles dans les paysages de production socioécologiques. Elle vise à maintenir, reconstruire et revitaliser les paysages de production socio-écologique (Socioecological production landscape/seascape-SEPLS) pour la conservation de la biodiversité, tout en répondant aux besoins socioéconomiques des communautés locales, y compris en leur procurant des moyens de subsistance.

La particularité des microprojets de Bogo est la prise en compte de leur durabilité. Les communautés locales, notamment les femmes s'y sont fortement impliquées et de façon active. Il apparaît donc judicieux de partager l'expérience des populations (connaissances et pratiques) dans la durabilité desdits projets.

PRÉSENTATION ET SITUATION DE LA ZONE D'ÉTUDE

Bogo est l'une des communes du département de la Diamaré (cf. figure 1). Elle s'étend entre 10°41'10"N et 14°36'39" E. Il est traversé dans toute sa longueur par le Mayo Tsanaga qui constitue le principal cours d'eau qui

traverse le Département. Sur le plan administratif et traditionnel, elle est subdivisée en 12 cantons avec à la tête de chacun un « Lawane » qui incarne le pouvoir décisionnel local, en concertation avec le pouvoir public (Sous-Préfet).

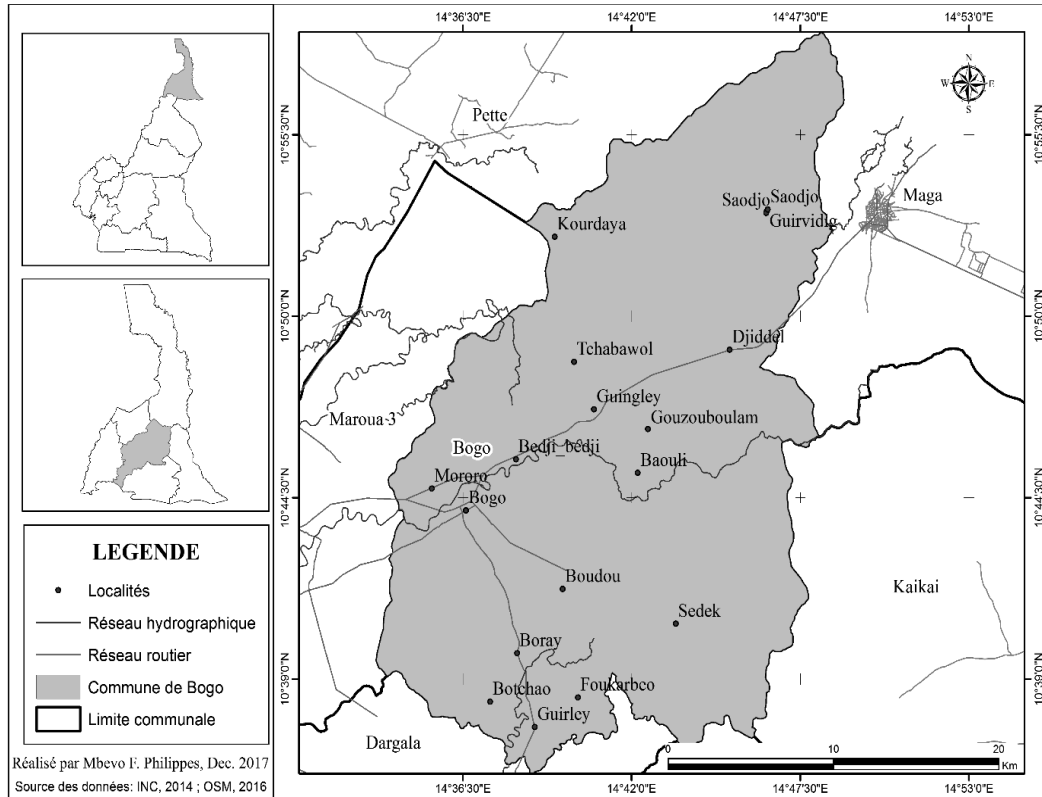


Figure 1 : Localisation de la commune de Bogo

Le « Lawane » reçoit son autorité du « Lamido » et il est assisté de chefs de quartiers dénommés « Djaouros ». La commune de Bogo se trouve dans la zone tropicale sèche (7-8 mois secs contre 4-5 mois pluvieux). Cette localité est dominée par un climat de type sahélien, caractérisé par une pluviométrie monomodale (500-700mm/an), avec des températures élevées (28-35°), une faible humidité de l'air balayé par des vents chauds et secs (harmattan).

MÉTHODOLOGIE

Un travail de terrain a été effectué dans les différents cantons de la commune de Bogo. Pendant cette descente, des entretiens furent effectués avec les populations locales, à travers l'exercice SELPs. L'exercice s'est articulé autour d'un guide d'entretien comportant quatre principaux axes : la protection des écosystèmes, la biodiversité agricole, l'apprentissage de

connaissance et innovation et l'équité sociale et infrastructure. La planche photo ci-dessous illustre un cas d'exercice SELPs dans la commune de Dambay.

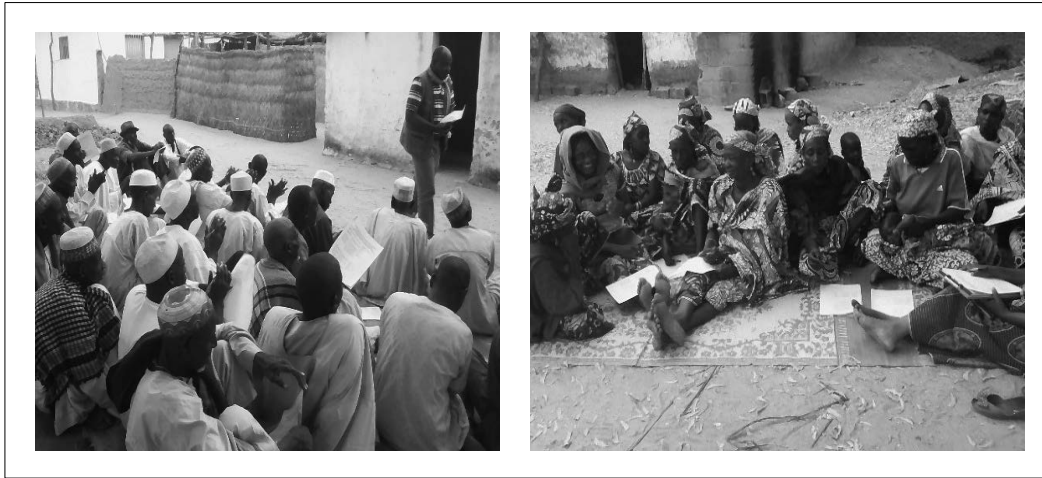


Planche photo 1 : Exercice SELPs dans le Canton de Dambay. (Cliché, Mbevo, 2016)

RÉSULTATS

Situation initiale préprojet

Une évaluation initiale (dont nous ne disposons pas de toutes les données y afférentes) a permis d'élaborer la stratégie nationale dont le but est d'améliorer la résilience du paysage par la promotion des activités à base communautaire pour renforcer la production socio-écologique dans la commune de Bogo. En outre, elle a émis des recommandations sur les types de projets à implémenter et enfin elle a fait ressortir les difficultés et menaces pouvant compromettre la résilience des populations de Bogo. Sur la base de cette étude (préprojet), 07 projets ont bénéficié d'un financement COMDEKS et l'évaluation actuelle concerne les projets réalisés, ceci dans le but d'identifier les indicateurs de résilience qui ont aidé les populations à s'approprier les éléments de leur paysage.

État des réalisations du PNUD dans la commune de Bogo, Extrême-Nord Cameroun

Un nombre considérable d'équipements est construit dans les Cantons de la commune de Bogo grâce aux projets du PNUD. Il s'agit entre autres des forages à Sédek, Borey et à OuroMesseré, fonctionnant à l'énergie solaire. À OuroMesseré, Gabalaf, Tankirou et Dambay, on note la construction d'un Biogaz, la formation des femmes dans la confection des fours améliorés, les abreuvoirs pour les bêtes, les châteaux d'eau, les plaques solaires, etc. À OuroMesseré plus précisément, l'OSC chargé

d'implémenter les projets du PNUD a procédé au reboisement à l'école primaire, à la formation des populations sur les techniques de compostage, le maraîchage, etc. Dans la même veine, les populations de Tankirou ont été initiées au greffage des manguiers, la confection des fours améliorés (10 hommes, 20 femmes) et à la création des vergers (goyavier, manguier, etc.).

Dans chacune de ces localités, les populations bénéficiaires ont exprimé leur satisfaction. « Grâce aux arbres plantés dans notre école, les élèves ont désormais où s'abriter pendant la pause. L'école est déjà partiellement ombragée et nous avons espoir que dans les années à venir, elle le sera totalement » (dixit un maître de l'école publique de Bédji Bédji). Pour Fadimatou Hassini « la fabrication du Bio charbon a considérablement amélioré l'approvisionnement en énergie de cuisson, mais aussi en termes de durée... Environ 1 000 bénéficiaires directs et 5 000 indirects du biocharbon ». Enfin, pour Sadou Adama (Lamane du canton de Tchabawol) : « Ils nous ont encadrés, nous avons eu beaucoup de formations avec eux en leaderships et sur la protection de la biodiversité ».

À travers cette action, le PNUD se positionne comme un acteur clé dans le développement local, surtout dans cette partie du Cameroun où la sous-alimentation, la pauvreté, et l'analphabétisme sont de maux qui gangrènent les populations au quotidien. La planche photo 2 ci-dessous illustre quelques cas des réalisations du PNUD dans la commune de Bogo.

Sur ces photos, nous pouvons noter (A) un abreuvoir pour bêtes construit par le PNUD. Cet édifice permet, en saison sèche, de disposer de l'eau pour abreuver les bêtes. Le (B) est un château d'eau alimenté à l'énergie solaire. Il facilite l'approvisionnement en eau des populations. Le (C) est une mini centrale solaire qui produit de l'énergie électrique pour assurer l'éclairage domestique. Le (D) est un forage à partir duquel de l'eau est collectée pour usage domestique, aussi pour arroser les cultures en saison sèche. Tout autour des champs de maïs se trouvent des forages dont les eaux sont destinées à l'entretien. Comme nous pouvons le constater, les réalisations du PNUD dans la commune de Bogo sont d'une importance capitale pour le développement local. Elles ont facilité l'accès et la satisfaction des besoins de base des populations de cette commune. Les maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau ont reculé au même titre que l'accès à l'électricité.



Planche photo 2 : Quelques réalisations du PNUD à Boge. (Cliché : Tchindjang, 2015)

Les retombées socioéconomiques et écologiques des réalisations

Les réalisations du PNUD dans la commune de Bogo ont eu des répercussions considérables sur le bien-être des populations. Du point de vue culturel, ces projets ont permis à la femme peule de s'exprimer en présence des hommes, ce qui était jusqu'à lors impossible dans cette société foncièrement traditionaliste où la femme est réduite à des tâches domestiques, loin de côtoyer de près un homme peu importe qu'il soit son mari ou non.

Des activités génératrices de revenus (AGR) ont été créées et financées. Au rang de ces activités, nous avons la production et la commercialisation du bio charbon, des fours améliorés et des vergers entre autres. De telles initiatives participent à autonomiser les populations locales (surtout les femmes) en leur donnant les moyens de survie et d'épanouissement.

Comme le montrent les illustrations sur la photo 3, un accent particulier a été mis sur la dimension agricole des différents projets du PNUD à Bogo. Comme principales spéculations agricoles, nous avons l'aubergine (E&H),

la tomate (J), et le foléré (I). À côté, nous avons l'aspect ingénierie qui a consisté en la fabrication du bio charbon (G) et les fourres améliorés (F).

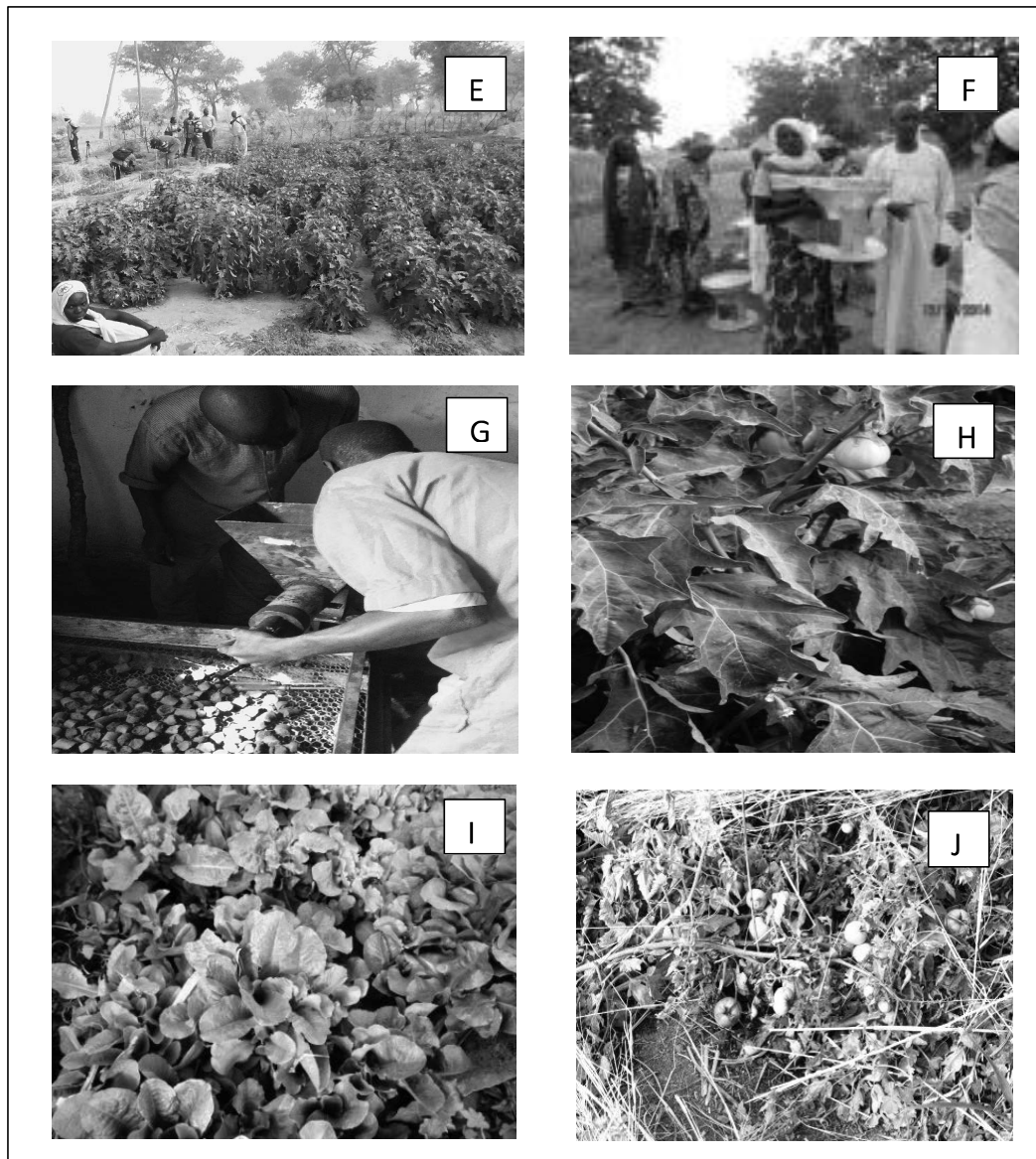


Planche photo 3 : Quelques activités génératrices de revenus financées par le PNUD à Bogo. (Cliché : Tchindjang, 2016).

Les projets du PNUD ont ainsi touché plusieurs aspects de la vie sociale, faisant de cet organisme un véritable propulseur de développement local. Dans la même veine, du point de vue social, plus de 90 % des lawans, djaouros, imans et pasteurs mettent en pratique les principes du leadership et gèrent efficacement les situations conflictuelles. En clair, le rapprochement (autrefois difficile) entre les populations administrées et l'autorité politique locale est resserré. Les administrés sont

désormais impliqués dans la prise de décision à travers des réunions de consultation.

Les Cantons de Balda et de Tchabawol et autres ont bénéficié chacun d'un Fonds tournant d'appui au développement durable en faveur des femmes opérationnelles. Ce fonds est mis à disposition pour soutenir les initiatives féminines. On note également la création de deux associations légales de gestion des ressources naturelles de développement opérationnel à Balda et à Tchabawol, l'encadrement de 4 étudiants chercheurs (2 filles et 02 garçons) dans la réalisation du projet ;

La place des expériences féminines dans la durabilité des réalisations

La durabilité des réalisations du PNUD dans la commune de Bogo tient à une implication totale des populations, des autorités traditionnelles et politiques. Cette approche concertée apparaît plus crédible, dans la mesure où elle prend en compte tous les acteurs locaux. Toutefois, un certain nombre d'initiatives sont à envisager pour pérenniser ces projets. Les femmes jouent un rôle déterminant dans ce processus, en se positionnant comme de véritables agents de transmission et de valorisation des réalisations.

Pour rendre cette approche communautaire du paysage plus durable, il est aussi souhaitable de soutenir les innovations apportées qui renforcent la résilience du paysage, d'encourager la gouvernance locale de la gestion des ressources par l'appropriation des initiatives de gestion concertée, de sauvegarder et maintenir les microcrédits pour les AGR et de suivre effectivement les reboisements effectués qui vont contribuer au reverdissement. La mise en commun de tous ces facteurs renforce la durabilité et la résilience communautaire et peut aussi attirer les communautés voisines ou lointaines qui souhaitent développer ou mettre en œuvre une approche communautaire du paysage.

Perception des retombées des microprojets du PNUD dans la commune de Bogo

Suivant le rapport du PNUD (2016), les populations de Bogo ont vu leur condition de vie s'améliorer. Les résultats de l'exercice SEPLS montrent une nette amélioration de la perception locale du paysage, tant pour les hommes que les femmes. L'environnement autrefois hostile est désormais maîtrisé grâce à la diffusion de l'innovation et à son acceptation par les populations. Le diagramme radar (figure 2 a & b) fait état de cette situation. Ces figures donnent lieu au tableau 1.

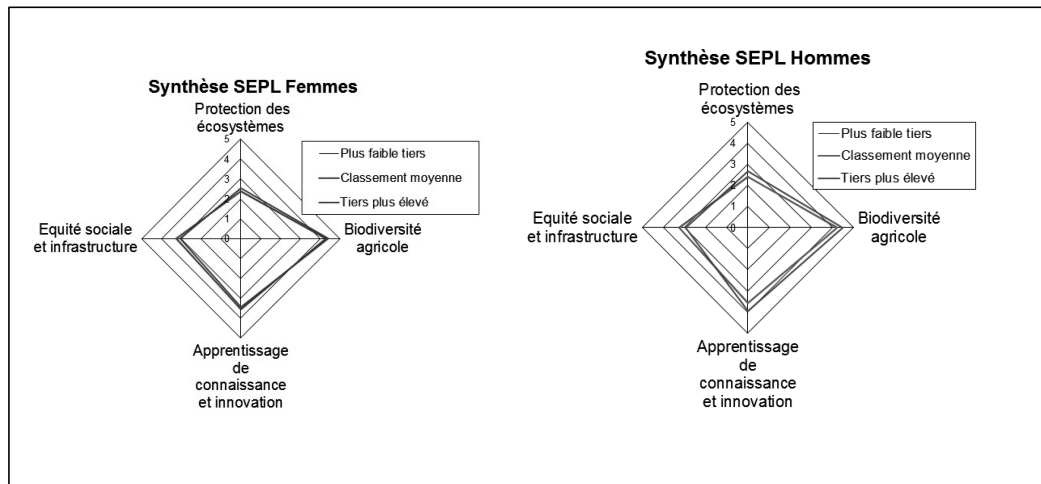


Figure 2a & b : synthèse générale de perception des indicateurs SEPLs des hommes et des femmes des cantons de Bogo (source : PNUD, 2016a : 70)

Synthèse générale Homme /Femme	Protection des écosystèmes		Biodiversité agricole		Apprentissage de connaissance et innovation		Equité sociale et infrastructure	
	Homme	Femme	H	F	H	F	Homme	Femme
Plus faible tiers	2,41	2,36	4,22	4,28	3,58	3,55	3,27	3,27
Classement moyenne	2,42	2,37	4,23	4,28	3,59	3,55	3,26	3,27
Tiers plus élevé	2,69	2,54	4,50	4,40	3,94	3,42	2,96	3,07
Ecart type	0,39	0,44	0,47	0,37	0,26	0,22	0,36	0,32

Tableau 1 : Performances comparées de synthèse des indicateurs SEPLs par genre

La synthèse générale apparaissant dans la figure 2 a & b et le tableau 2 montrent un bon consensus dans l'apprentissage de connaissances et l'innovation, suivi de l'équité sociale et les infrastructures qui ont des écarts types relativement faibles (0,25 et 0,34). Par contre, les questions de protection des écosystèmes (0,41) et de biodiversité agricole (0,43) font état d'une certaine divergence entre les différents projets implémentés.

Tout compte fait, si le problème de l'eau semble bien maîtrisé dans certains cantons, la question des écosystèmes demeure sensible. En réalité, la commune de Bogo reste exposée à la rudesse des températures, plus de 29 °C en moyenne (Tchindjang et al, 2017 : p159-182) avec la présence de la famine et de la malnutrition ; ce malgré l'introduction et la distribution des semences améliorées adaptées à la sécheresse. La nécessité de pérenniser ces projets s'impose afin de garantir la survie des populations et la résilience des écosystèmes.

Réalisations faites	Résultats de la stratégie du paysage atteints à travers les activités	Acteurs bénéficiaires, impacts (sur les bénéficiaires) et innovations
<p>Construction de 03 forages avec châteaux réservoirs et aménagements de 09 points de collecte d'eau potable.</p> <p>Pour la consommation humaine et 03 abreuvoirs pour le bétail.</p> <p>Soutien à la création de 46 ha de champs d'agriculture écologique.</p> <p>Distribution des plants de Moringa et des semences d'oignons.</p>	<p>R1. Amélioration de la gestion et la protection des écosystèmes (habitats fauniques, mares d'eau, hydrosystèmes et bassins versants) par une meilleure gestion de l'eau et des sols (conservation de l'eau et de sols).</p> <p>R2. Renforcement de la gestion et la production agricole et pastorale avec une agro biodiversité et une résilience du paysage au moyen de bonnes pratiques durables (agroforesterie, pépinières et agriculture étagée et multiple).</p> <p>R3. Amélioration des moyens de subsistance et du bien-être des groupes sociaux par le développement des AGR basées sur les ressources locales.</p>	<p>Accès facile à l'eau potable (populations et animaux) et résilience de la communauté vis-à-vis des maladies hydriques (diarrhées, gastro-entérites, etc.).</p> <p>50 personnes dont 30 femmes, 10 hommes et 10 jeunes formés dans les techniques d'amélioration, de conservation et de promotion des produits agricoles.</p> <p>Environ 15 000 personnes bénéficiaires directes et 10 000 indirectes de l'approvisionnement en eau potable.</p> <p>Distribution des variétés qualitatives de graines (oignons, sorgho, foléré, haricots, gombo, maïs et niébé), des arbres fruitiers et des plants de moringa pour l'agriculture biologique.</p> <p>80 % de femmes participent à la prise de décision sur la gestion et la conservation des ressources (Djidel, Messere et Sedek).</p> <p>Disponibilité des microfinancements pour les AGR.</p>
<p>Aménagement de 02 mares d'eau (1 000 m³)</p>	<p>R1. Amélioration de la gestion et protection des écosystèmes (habitats</p>	<p>Prolongement de la disponibilité de l'eau dans les mares aménagées jusqu'au milieu de saison sèche.</p>

<p>à Tchabawol et 1 500 m³ à Djiddel).</p> <p>Distribution de 2000 plants d'arbres fruitiers.</p>	<p>fauniques, mares d'eau, bassins versants et hydrosystèmes) par une meilleure gestion de l'eau et des sols (conservation de l'eau et de sols) ; lutte contre l'érosion et lutte contre la désertification, restauration des terres dégradées par une gestion intégrée.</p>	<p>Environ 5 000 personnes bénéficiaires directes et 10 000 indirectes dans les cantons.</p>
<p>Aménagement d'une mare d'eau.</p> <p>Don de matériel agricole pour l'agriculture et le maraîchage.</p>	<p>R1. Amélioration de la gestion et la protection des écosystèmes (habitats fauniques, mares d'eau, bassins versants et hydrosystèmes) par une meilleure gestion de l'eau et des sols (conservation de l'eau et de sols) ; lutte contre l'érosion et lutte contre la désertification, restauration des terres dégradées par une gestion intégrée.</p> <p>R2. Renforcement de la gestion et la production agricole et pastorale avec une agro biodiversité et une résilience du paysage au moyen de bonnes pratiques durables (agroforesterie, pépinières et</p>	<p>Diversification agricole.</p> <p>Reverdissement du sahel.</p> <p>Disponibilité de fruits et légumes en saison sèche.</p> <p>Environ 25 000 personnes bénéficiaires directes et 15 000 indirectes.</p>

	agriculture étagée et multiple).	
<p>Construction d'un canal d'irrigation (200 m).</p> <p>Construction d'un forage.</p> <p>Reboisement.</p> <p>Formation au montage de projets.</p> <p>Création de 11 coopératives mixtes comprenant (08 jeunes et 07 femmes).</p> <p>Création de 07 GIC.</p>	<p>R1. Amélioration de la gestion et la protection des écosystèmes (habitats fauniques, mares d'eau, bassins versants et hydrosystèmes) par une meilleure gestion de l'eau et des sols (conservation de l'eau et de sols).</p> <p>Lutte contre l'érosion et la désertification, restauration des terres dégradées par une gestion intégrée.</p>	<p>Accès facile à l'eau aussi bien pour les populations que les animaux et aussi pour l'irrigation. Moyens d'existence améliorés pour 800 personnes (450 jeunes, 250 femmes et 100 hommes).</p> <p>10 jeunes et 10 femmes formés.</p> <p>Environ 1 000 bénéficiaires directs et 1 500 indirectement dans le lawanat de Borey.</p>
<p>Reboisement d'un campus scolaire.</p> <p>Mise en place d'une unité de production de bio charbon.</p> <p>Soutiens financiers aux AGRs.</p>	<p>R1. Renforcement de la gestion et la production agricole et pastorale avec une agro biodiversité et une résilience du paysage au moyen de bonnes pratiques durables (agroforesterie, pépinières et agriculture étagée et multiple).</p> <p>R3. Amélioration des moyens de subsistance et du bien-être des groupes sociaux par le développement des</p>	<p>70 AGR financés.</p> <p>Baisse de la demande en bois de chauffe.</p> <p>Protection et conservation des ressources ligneuses.</p> <p>Participation effective des enfants scolarisés au maintien des écosystèmes.</p> <p>06 emplois directs créés à Guinglaye et Bogocentre.</p> <p>Mise sur pied d'un Fonds d'Appui au Développement Durable pour les femmes des cantons de Guinglaye et Bogo centre.</p> <p>Environ 1 000 bénéficiaires directs et 5 000 indirects du bio charbon.</p>

	AGR basées sur les ressources locales.	
<p>Formation des autorités en leadership et gestion des conflits.</p> <p>Mise en place d'un fonds de roulement pour soutenir les AGRs.</p> <p>Constitution de comité de développement.</p> <p>Soutien à la création d'une forêt communautaire.</p>	<p>R4. Renforcer les capacités institutionnelles au niveau du paysage et intégrer la participation de toutes les parties prenantes à la prise de décision sur le paysage, notamment les femmes et les jeunes.</p> <p>Mobilisation des femmes (associations et GIC féminins) et des jeunes pour la gestion des ressources locales.</p>	<p>Meilleure gestion des ressources et des conflits par les leaders communautaires</p> <p>Renforcement institutionnel.</p> <p>30 femmes bénéficiaires de fonds.</p> <p>30 AGR financés en élevage et commerce.</p> <p>75 % d'accroissement du revenu des ménages bénéficiaires.</p> <p>Environ 10 000 personnes bénéficiaires directes et 10 000 indirectes.</p>
<p>Reboisement d'un campus scolaire.</p> <p>Mise en place d'un verger d'arbres fruitiers.</p> <p>Construction de deux unités de production de biogaz.</p> <p>Soutien financier aux AGRs.</p> <p>Formation des artisans.</p>	<p>R2. Renforcement de la gestion et la production agricole et pastorale avec une agro biodiversité et une résilience du paysage au moyen de bonnes pratiques durables (agroforesterie, pépinières et agriculture étagée et multiple).</p> <p>R3. Amélioration des moyens de subsistance et du bien-être des groupes sociaux par le développement des</p>	<p>Diversification de la végétation.</p> <p>Baisse de la demande en bois de chauffe.</p> <p>Développement des AGRs.</p> <p>Vulgarisation des produits de l'artisanat notamment les fours améliorés.</p> <p>Distribution de 230 foyers améliorés.</p> <p>Formation de 16 femmes potières et 06 artisans en techniques de fabrication des foyers améliorés.</p> <p>04 comités locaux de veille environnementale créés.</p> <p>Environ 10 000 personnes bénéficiaires directes et 5 000 indirectes de ce projet.</p>

	AGR basées sur les ressources locales.	
--	--	--

Source : PNUD, 2016a

Le tableau 2 : Synthèse des actions de bases et les résultats/bénéfices

DISCUSSION

Placé comme zone d'intervention prioritaire par le gouvernement camerounais, l'Extrême-Nord Cameroun est l'une des régions présentant un fort déficit en termes de développement (éducation, santé, infrastructure, etc.). Le Ministère de l'Économie, de Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT, 2009) décrit mieux cette situation dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Sa localisation en zone sahélienne constitue, de par les contingences bioclimatiques, l'un des environnements les plus hostiles (Suchel, 1972 : 35) ; ce qui constitue un facteur de vulnérabilité face aux aléas naturels (Sighomnou, 2004 : 77-82 ; Tchotsoua et al. 2008) ; Sighomnou et al. 2013 :3). Les populations subissent chaque année les dommages liés aux inondations, à la sécheresse prolongée, aux invasions acridiennes, etc. Cependant, la région est la plus peuplée du Cameroun (Tsalefac & Dagonne, 2009 : P. 12-13), avec près de 3 111 792 âmes (BUCREP, 2010 ; INS, 2015). Aussi, ces dernières années, l'Extrême-Nord subit de plein fouet les conséquences du terrorisme et de la guerre que l'armée mène contre la secte islamiste « Boko-Haram ». Tout ceci vient s'ajouter à un environnement socioéconomique précaire, caractérisé par les défaillances de développement sus-évoquées (MINEPAT, 2009).

C'est dans ce contexte que le PNUD, à travers l'Initiative « Satoyama » (COMDEKs) et en partenariat avec le Ministère de l'Environnement du Japon, le Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique (SCDB) et l'Université des Nations-Unies (UNU), a lancé en 2013 une série de projets pilotes visant à améliorer les conditions de vie des populations dans la commune de Bogo. En concertation avec les populations locales, les besoins de développement ont été identifiés, et des financements confiés aux Organisations de la Société Civile (OSC) implantées dans la région, pour réaliser des microprojets de développement (individuels ou collectifs) au sein de la Commune.

Tout comme le PNUD, le programme national de développement participatif est présent dans cette Région (PNDP). Il finance aussi des microprojets de développement pour le bien-être des populations locales

(PNDP, 2009 : 4). Ces projets ont eu des retombés positifs pour les populations dans cet environnement où les terres sont peu productives. En effet, dans le grand Nord-Cameroun en général, les agriculteurs ont développé des techniques basées sur l'intégration des méthodes innovantes, en majorité influencées par les réalisations du PNUD. Ces techniques intègrent la reconquête de nouvelles terres, l'adoption de nouvelles cultures, le réaménagement institutionnel local (Barbier, 2007). Toutefois, ces réalisations sont souvent loin de satisfaire les besoins de l'ensemble, au regard de la taille de la population. Une portion importante de la population croupie encore sous le poids de la pauvreté.

Cette recherche a également insisté sur la place de l'expérience féminine dans la gestion des projets. Celle-ci n'est plus à démontrer. Elle est d'ailleurs aussi prônée par le PNDP (2006 ; 2009 : 12). Il soutient cette approche en construisant des centres multifonctionnels pour la formation des femmes. Une fois ces femmes formées, elles assurent désormais le suivi des différents projets. Le PNUD soutient également cette intégration de la femme en promouvant l'égalité du genre et l'autonomisation de la femme africaine. Il en est de même pour le soutien des femmes dans leur lutte pour l'acquisition des droits de propriété et de gestion des actifs économiques et environnementaux (PNUD, 2016b :7).

Cette valorisation des efforts féminins se heurte constamment au poids de la culture. Il s'agit d'une société dans laquelle la femme après s'être affranchie de l'autorité de ses parents se retrouve sous une autre encore plus austère : celle de son mari. Pour s'émanciper, certaines ont pris comme des armes le commerce, la prostitution et l'éducation (Mokam, 2012 : 2). Pourtant au Sénégal, la situation est tout autre. Les femmes s'illustrent de plus en plus comme de véritables actrices du développement, et ce dans une démarche qui prend en compte les rapports sociaux de sexe (Diouf Ndiaye, 2015 : 10). Elles se sont vues assignées des missions, les compétences locales (Commune, Communauté rurale, Région) pour gérer les projets qui leur sont transférés dans neuf domaines (éducation, Santé, population et action sociale, planification, jeunesse, sports et loisirs, culture, aménagement du territoire, urbanisme et habitat, environnement et gestion des ressources naturelles, domaines). Ceci dans le but d'accroître le bien-être économique, social et culturel des populations. « À ce titre, elles doivent informer, faire participer leurs populations sur toutes questions ayant trait à leur vie et à leurs intérêts à court, moyen et long terme ; En conséquence, elles doivent rendre compte à leurs mandants » (PNDL, 2011 : 8).

Dès lors, plusieurs projets de développement local sont orientés vers la région de l'Extrême-Nord Cameroun, mais ne sont pas toujours achevés. Par exemple, sur les 689 projets financés par le PNDP entre 2005 et 2009, seulement 341 ont été achevés de façon convenable. La figure 3 ci-dessous est une illustration de cette situation.

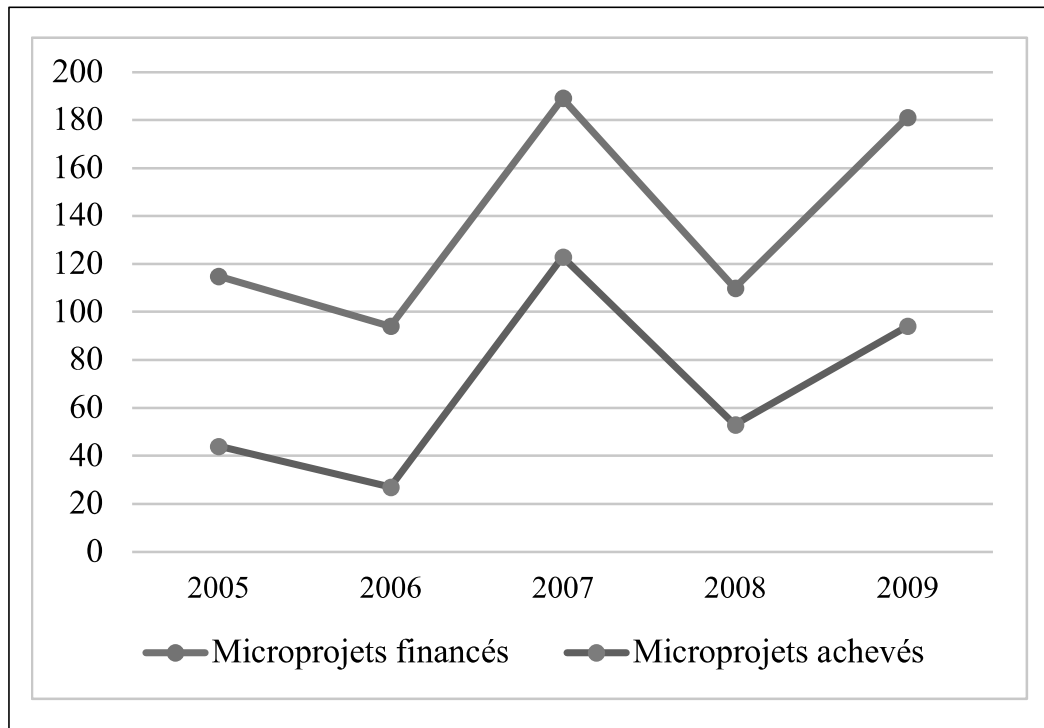


Figure 3 : Projets inachevés du PNDP entre 2005 et 2009. (Source : adapté du rapport PNDP, 2009)

Cette situation est aussi décrite au Sénégal, où les projets de développement local sont très souvent abandonnés en cours de réalisation, soit à cause de la rupture du financement des bailleurs de fonds étrangers, ou alors par le non-versement de la contrepartie de l'État (Rosnert, 2008 : 86). Somme toute, les réalisations du PNUD dans la commune de Bogo ont significativement impacté la vie des populations. Environ 10 000 personnes ont bénéficié des retombés de ces projets, dans les 12 cantons bénéficiaires (cf. figure 4). Elles ont vu leur niveau de vie s'améliorer comme le souligne Tchindjang et al, 2017.

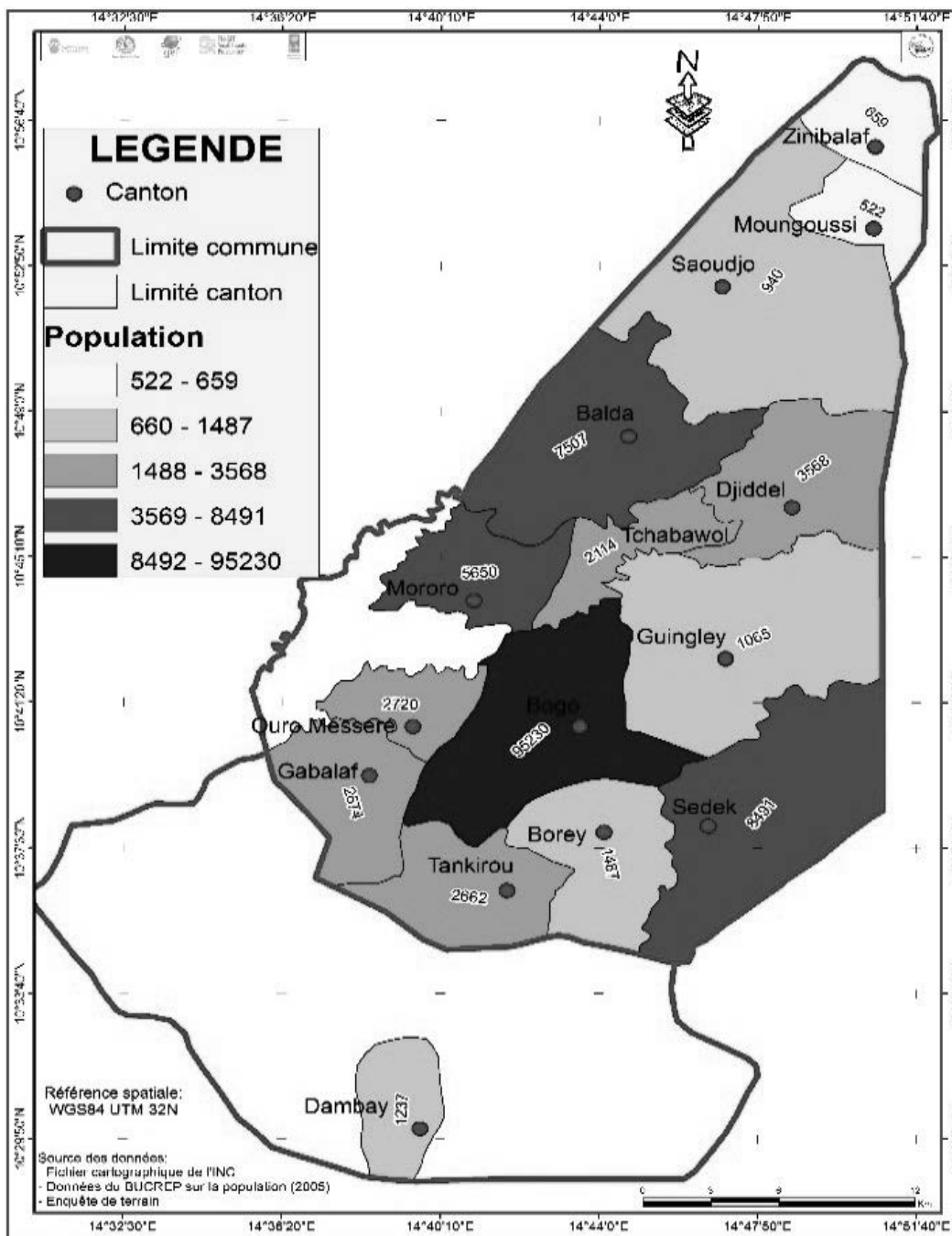


Figure 4 : Répartition spatiale des populations bénéficiaires des réalisations du PNUD dans la commune de Bogo

CONCLUSION

Fort de tout ce qui précède, il apparaît que les réalisations du PNUD dans la commune de Bogu sont d'une grande importance pour les populations locales. L'optimisation de la rentabilité économique de l'environnement, l'autonomisation de la femme peule, etc. sont autant de dividendes des réalisations. Compte tenu du contexte climatique au sahel, la mise en disponibilité permanente de l'eau est une initiative innovante qui doit être renforcée et soutenue pour garantir la durabilité des réalisations du PNUD. Ceci permettrait d'accroître la résilience des populations contre les maladies hydriques (diarrhées, fluorose, gastro-entérites, paludisme, etc.). Il faut aussi impliquer les enfants des écoles, lycées et collèges (comme ce fut le cas en Éthiopie) pour qu'ils assurent la pérennité et la protection de la biodiversité. Le suivi et l'accompagnement du réseau des femmes productrices du bio charbon, qui est un exemple de projet innovant soutenant la conservation de la biodiversité est à soutenir. En procédant de la sorte, la pression sur les écosystèmes est amoindrie. Il en est de même du suivi et de la documentation de la dynamique d'utilisation du fonds rotatif mis à la disposition des populations. Il en est de même du soutien de l'agriculture maraîchère et périurbaine développé dans le cadre du projet COMDEKS du PNUD. Dans l'ensemble, ces projets ont permis une diversification de la végétation (avec l'implantation de nouvelles espèces), la baisse de la demande en bois de chauffe, le développement des AGRs, la vulgarisation des produits de l'artisanat notamment les fours améliorés, la distribution de 230 foyers améliorés, la formation de 16 femmes potières et 06 artisans en techniques de fabrication des foyers améliorés et quatre (4) comités locaux de veille environnementale créés. Les réalisations sont salutaires, mais il reste qu'elles soient transposées dans d'autres communes de la région et pourquoi pas dans les régions voisines.

BIBLIOGRAPHIE

Barbier Bruno, Weber Jacques, Dury Sandrine, OusmanHamadou, Seignobos Christian, 2007. *Les enjeux du développement agricole dans le Grand Nord du Cameroun*, Édition Archive Libre, 11 p.

Barrau, Émilie, 2005. *Développement local, renforcement des acteurs locaux et décentralisation*. Mémoire de DESS Urbanisme et aménagement – Paris VIII Option « Expertise Internationale - Villes en Développement », 115 p.

Cameroun, Bucrep, 2005. *Troisième recensement général de la population : Rapport de présentation des résultats définitifs*, 65 p.

Cameroun, INS, 2015. *Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM)*. Vol 2, Yaoundé, dec. 1996.

Cameroun, MINEPAT, 2009. *Document de Stratégie pour le Croissance et l'Emploi (DSCE)*. Cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-2020, 174 p.

Dessay N, Delaitre E, Maiga OF, Diedhiou A, Panthou G, Vischel T, Yacouba H, KarambiriH, Paturel JE, Diello P, Mougine E, Kergoat L, Hiernaux P, 2013. *La crue de 2012 à Niamey : un paroxysme du paradoxe du Sahel ?* Sècheresse vol. 24, n° 81, 11 p.

Diouf Ndiaye A., 2013. *Les femmes et le développement local au Sénégal : le rôle des associations féminines dans le bassin arachidier : l'exemple de Diourbel*, Thèse de Doctorat en Géographie. Université Michel de Montaigne -Bordeaux III. Français. NNT : 2013BOR30026. 528p.

Mokam D., 2012. *Les chemins d'émancipation de la femme sabélienne camerounaise*, Edition Nigerian Journal of the Humanities 18 (September 2012) : 61-81.

PNDP, 2006. *Rapport annuel des activités du Programme national de Développement participatif (PNDP)*, exercice 2006, 121 p.

PNDP, 2009. *Rapport d'activités du Programme national de Développement Participatif (PNDP)*, Phase 1(2005-2009), 217 p.

PNDP, 2009. *Rapport d'activités du Programme national de Développement Participatif (PNDP)*, Phase 1(2005-2009), 217 p.

PNUD, 2015 : PNUD RCA : Rapport d'activité 2015, 38 p.

PNUD, 2016a. *Évaluation ex-post de la situation de référence du paysage pour le projet de Développement Communautaire et de Gestion de Connaissances pour l'Initiative de Satoyama (COMDEKS) du Cameroun*, 108 p.

PNUD, 2016b. *Rapport sur le développement humain en Afrique. Accélérer les progrès en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes en Afrique*, 24 p.

PNUD, 2017 : *Le PNUD en Côte d'Ivoire : rapport annuel 2017*, 32 p.

PNUD, 2017 : *PNUD Sénégal : rapport d'activités 2017*, 37 p.

République du Tchad et PNUD, 2015. *Plan d'Action du Programme Pays 2012-2015*, 40p.

Rosnert Ludovic Alissoutin, 2008. *Les défis du développement local au Sénégal*. Rapport du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique. Dakar, Édition CODESRIA, 189 p.

Sénégal : Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités locales Direction de la Décentralisation, 2001. *Étude : clarification des rôles et responsabilités des acteurs de la décentralisation*.

Sighomnou D, Descroix L, Genthon P, Mah_e G, Bouzou Moussa I, Gautier E, Mamadou I, Vandervaere JP, Bachir T, Coulibaly B, Rajot JL, Malam Issa O, Malam Abdou M, 2013. *La crue de 2012 à Niamey : un paroxysme du paradoxe du Sabel ?* 6 p.

Sighomnou, D. 2004. *Analyse et redéfinition des régimes climatiques et hydrologique au Cameroun : perspective d'évolution des ressources en eau*, Thèse de Doctorat, Université de Yaoundé 1, Département des sciences de la terre, 292 p.

Suchel, Jean Bernard, 1972. *La répartition des pluies et les régimes pluviométriques au Cameroun*, Travaux et documents de géographie tropicale. Edition n° 5 CEGET CNRS Talence, 287 p.

Tchindjang Mesmin. ; NyemeckMpeck Marie Laure., Voundi Éric, Kanga Fogoue Aimé., Njombissie Petchou Igor Casimir, Mbevo Fendoung Philippe, et Saha Frédéric, (2017). « Stratégies d'adaptation agropastorales et de résilience des populations face aux changements climatiques dans le cadre de COMDEKS dans les cantons de Bogo ». Dans Abossolo Samuel (dir.), *Perturbations climatiques et pratiques agricoles dans les zones agro-écologiques du Cameroun*, Éditions connaissances et savoirs France. Éditions connaissances et savoirs, France, pp. 159-182.

Tchotsoua Michel., 2008. *De la spatialisation à l'aide pour un développement maîtrisé en milieu tropical. Le cas des hautes terres de l'Adamaoua au Cameroun*, Éditions Le Manuscrit, Paris, 249 p.

Tsalefac Maurice & Dagonne, 2009. *Convection, relief et pluviométrie au Cameroun en mars et octobre*, Édition ORSTOM. (P.12-13).

REMERCIEMENT

Je remercie profondément le Global Mapping and Environmental Monitoring (GMEM), bureau d'étude de droit camerounais qui m'a permis de participer à la mission d'évaluation des projets COMDEKS comme enquêteur et cartographe, dans la commune de Bogo. Un merci particulier au Professeur Tchindjang Mesmin, coordonnateur scientifique

du GMEM et directeur de mes travaux de recherche au département de Géographie, Université de Yaoundé 1.

Je salue et remercie la collaboration et l'accompagnement des Lawans de la commune de Bogu, notamment le Lawan de Tchabahol, de Sédek, Dambay, Gabalaf, Ouro Messéré et autres. Je remercie toutes les populations de Bogu pour leur disponibilité pendant la période d'évaluation des projets COMDEKS. Je remercie enfin le PNUD pour toutes ses actions en faveur de l'épanouissement des populations africaines.

Table des matières

Introduction, Moustapha Soumahoro	9
Cultures vivrières, commerciales et développement en milieu rural subsaharien (1960-1990), <i>Moustapha Soumahoro</i>	21
Mode d'occupation du sol et développement local au Bénin: quel modèle d'aménagement pour un territoire à forte potentialité <i>Vodoun ? Adéothy Adegbinni</i>	41
Patrimonialisation et mise en tourisme des chefferies bamiléké (Ouest-Cameroun): quels enjeux pour le développement local ? <i>Éliane Flore Djemgou Tonmeba</i>	69
The implication of local communities in the development of Balikumbat Council, Strength and weakness: The case of Balikumbat village, <i>Aloysious Kohtem Lebga, Nyembe Etame Ghislain, Anehmbom Ghoutum, Kongnso Wiylahnyuy Edith, Takem Mbi Bienvenu Magloire, Esse Ndjeng</i>	87
Accessibilité au numérique et innovations pédagogiques en enseignement secondaire général dans la région du Gbêkê (Côte d'Ivoire) <i>Koffi Yao Julien</i>	103
Les stratégies de développement local du Gbêkê à l'ère du numérique (Côte d'Ivoire), <i>Amoatta Koffi Guy</i>	125
Aménagement des marchés et développement local dans un contexte de reconstruction post-crise à Bouaké, <i>Kouamé Kanhoun Baudelaire, Kouassi Konan, ASSI Kaudjhis Joseph P.</i>	141
Les défis du développement local participatif au Cameroun : cartographie de la répartition spatiale des Microprojets PNDP dans les Régions du Grand Nord Cameroun en 2014, <i>Mbevo Fendoung Philippes, Akamba Giles Ivan, Fongnzossie Evariste, Tchindjang Mesmin</i>	157
Utilisation des services de soins publics à l'ère de la société de l'information dans la sous-préfecture de Djébonoua (en Côte d'Ivoire), <i>Koné Tanyo Boniface, Koffi Yao Julien</i>	179

La reconfiguration de l'action de l'État ivoirien dans le développement de la sous-préfecture de Songon, <i>Bohoussou N'Guessan Séraphin, Yéo Bêh, Koffi-Didia Adjoba Marthe</i>	195
Développement local et péripéties de la politique gouvernementale de décentralisation au Cameroun : le cas de la commune d'Edéa 1 ^{er} <i>Nyembe Etame Ghislain, Aloysious Kohtem Lebga, Esse Ndjeng Maximilien</i>	215
La décentralisation: un « iceberg » du développement local et de l'intégration nationale au Cameroun, <i>Désiré Ndoki</i>	231
Le développement local en République Démocratique du Congo : utopie ou réalité ? Étude de cas dans le Kwango-Kwilu, <i>Jean-Claude MashinI D.M., René Mpuru Mazembe Bias</i>	255
Échecs des projets de développement non intégrés et créativité entrepreneuriale des jeunes sans instruction et sous-scolarisés du Cameroun : le cas dans les villes de Dschang et Nkongsamba, <i>Ismaila Datidjo, Nana Claudin Karim</i>	271
Community based Approach and Local Development in Nkambe Council Area in the context of Decentralization Dilemma in Cameroon, <i>Julius Tata Nfor</i>	291
Migrations internes et constructions territoriales dans les zones d'accueil : une analyse transversale de l'action des migrants bamiléké et Eton-Manguissa dans la région du Mbam (centre-Cameroun), <i>Désiré Ndoki</i>	315
Acteurs du développement local et appropriation des grands projets d'infrastructures : l'exemple du barrage de Lom-Pangar au Cameroun, <i>Blaise Nguendo-Yongsi, Babagnak Babagnak</i>	341
Le projet de territoire de la Basse Vallée de l'Ouémé, un nouvel outil de la gouvernance territoriale au Bénin, <i>Adéothy Adegbinni, Moïse Chabi, Parfait Blalogue</i>	375
Lac Maga : catalyseur de développement local en zone soudano sahélienne au Cameroun, <i>Saha Frédéric</i>	393

Organismes internationaux et promotion du développement local au Cameroun : cas du PNUD dans la commune de Bogo (Extrême-Nord Cameroun), *Mbevo fendoung Philippes, Voundi Éric, Tchindjang Mesmin, Petcheu Igor Casimir* 413

Aménagement, décentralisation et développement local en Afrique subsaharienne

Sous la direction

Moustapha Soumahoro
Professeur agrégé de géographie
Université Laurentienne
Sudbury, Ontario, Canada

Comité de rédaction

Raoul ÉTONGUÉ MAYER, Université Laurentienne ; Georges KPAZAI, Université Laurentienne ; Dre Fatoumata TRAORÉ, Ottawa, Canada ; Dre Hélène Boyossoro KOUADIO, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire ; Mr Thierry GNAO, ingénieur, consultant en infrastructures rurales, Québec, Canada ; Dr Serge Olivier KOTCHI, Santé publique, Canada.

Comité scientifique

Bêh YEO, Université Alassane Ouattara ; Adjoba Marthe KOFFI-DIDIA, université Félix Houphouët Boigny de Cocody-Abidjan ; Blaise NGUENDO-YONGSI, IFORD-Université de Yaoundé ; Nguessan Séraphin BOHOUSSOU, Université Alassane Ouattara ; S.m. Tariqul ISLAM, Université Laurentienne ; Diarrassouba BAZOUMANA, Université Alassane Ouattara ; Sambou NDIAYE, Université Gaston Berger de Saint-Louis ; Bertin KADET, ENS Abidjan ; Adéothy ADEGBINNI, Université d'Abomey ; Moïse CHABI, Université d'Abomey ; Parfait BLALOGOE, Université d'Abomey ; ALOYSIOUS KOHTEM Lebga, National Institute of Cartography (INC), Kouamé Baudelaire KANHOUN, Université Alassane Ouattara ; LOBA A. Don Franck Valéry, université Félix Houphouët Boigny de Cocody-Abidjan ; NDOKI Désiré, Université de Dschang-Cameroun ; Ghislain NYEMBE ÉTAMÉ, Institut National de Cartographie-Yaoundé ; Jean-Claude MASHINI, Université Pédagogique Nationale (UPN)-Kinshasa ; Mallam ISMAÏLA DATIDJO, Université de Dschang ; NANA Claudin Karim,

Université de Dschang ; HOLENU MANGENDA Holy Joseph, Université de Kinshasa; Mesmin TCHINDJANG, Université de Yaoundé I; Alain François LOUKOU, Université de Bouaké ; MBEVO FENDOUNG PHILIPPES, Université de Yaoundé 1, Université de Liège ; AMOATTA Koffi Guy; Université de Alassane Ouattara ; SAHA Frédéric, Université de Yaoundé 1 ; Osée KAMGA, Université de Sudbury ; René MPURU MAZEMBE, Institut Supérieur d'Architecture et d'Urbanisme-Kinshasa ; Esse MAXIME, Université de Yaoundé ; Rano-Michel NGUEMA, Université Omar Bongo-Libreville.

STRUCTURES ÉDITORIALES DU GROUPE L'HARMATTAN

L'HARMATTAN ITALIE
Via degli Artisti, 15
10124 Torino
harmattan.italia@gmail.com

L'HARMATTAN HONGRIE
Kossuth l. u. 14-16.
1053 Budapest
harmattan@harmattan.hu

L'HARMATTAN SÉNÉGAL
10 VDN en face Mermoz
BP 45034 Dakar-Fann
senharmattan@gmail.com

L'HARMATTAN CONGO
67, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
BP 2874 Brazzaville
harmattan.congo@yahoo.fr

L'HARMATTAN CAMEROUN
TSINGA/FECAFOOT
BP 11486 Yaoundé
inkoukam@gmail.com

L'HARMATTAN MALI
ACI 2000 - Immeuble Mgr Jean Marie Cisse
Bureau 10
BP 145 Bamako-Mali
mali@harmattan.fr

L'HARMATTAN BURKINA FASO
Achille Somé – tengnule@hotmail.fr

L'HARMATTAN TOGO
Djidjole – Lomé
Maison Amela
face EPP BATOME
ddamela@aol.com

L'HARMATTAN GUINÉE
Almamy, rue KA 028 OKB Agency
BP 3470 Conakry
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN RDC
185, avenue Nyangwe
Commune de Lingwala – Kinshasa
matangilamusadila@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE
Résidence Karl – Cité des Arts
Abidjan-Cocody
03 BP 1588 Abidjan
espace_harmattan.ci@hotmail.fr

NOS LIBRAIRIES EN FRANCE

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
16, rue des Écoles
75005 Paris
librairie.internationale@harmattan.fr
01 40 46 79 11
www.librairieharmattan.com

LIBRAIRIE DES SAVOIRS
21, rue des Écoles
75005 Paris
librairie.sh@harmattan.fr
01 46 34 13 71
www.librairieharmattansh.com

LIBRAIRIE LE LUCERNAIRE
53, rue Notre-Dame-des-Champs
75006 Paris
librairie@lucernaire.fr
01 42 22 67 13



AMÉNAGEMENT, DÉCENTRALISATION ET DÉVELOPPEMENT LOCAL EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le développement local implique la participation maximale des personnes ou des groupes sociaux à la définition du bien-être auquel ils aspirent et à l'élaboration des stratégies permettant d'atteindre cet objectif. La définition du bien-être et les stratégies adoptées ne sont pas homogènes et diffèrent selon les groupes sociaux engagés dans l'action. Il faut pour cela dégager les grandes orientations d'une stratégie locale de développement qui tienne compte des réalités du milieu et des besoins de la population.

L'aménagement correspond à une volonté collective, rarement individuelle, de corriger les déséquilibres d'un espace tant local que régional ou national. Cela se traduit à travers un ensemble de projets mis en place aussi bien par la tutelle publique que par des acteurs locaux.

La décentralisation fait partie de l'arsenal d'action utilisé et se définit comme le transfert d'autorité et de responsabilités étatiques et gouvernementales vers les structures gouvernementales inférieures, vers les collectivités territoriales et vers les municipalités.

Cet ouvrage collectif souhaite contribuer au débat sur les conditions favorables à l'élaboration d'une dynamique locale de développement en Afrique pour améliorer les conditions de vie des populations.



*Professeur agrégé et directeur du département de géographie à l'Université Laurentienne à Sudbury (Ontario, Canada), **Moustapha Soumahoro** est originaire de Biankouma dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Il a fait les études universitaires en géographie à l'Université de Cocody à Abidjan et à l'Université Laval à Québec au Canada où il a obtenu son Ph.D. Il est auteur de nombreux articles sur le développement et de trois ouvrages sur le développement local. Il s'intéresse aux questions de développement et de sous-développement, en particulier dans le pays Toura (Ouest de la Côte d'Ivoire), à la décentralisation, à l'émiettement territorial et aux espaces urbains des villes d'Afrique.*

Liste des contributeurs : Adéothy Adegbinni, Akamba Giles Ivan, Aloysious Kohtem Lebga, Amoatta Koffi Guy, Anehmbom Ghoutum, Assi Kaudjhis Joseph P., Babagnak Babagnak, Blaise Nguendo-Yongsi, Bohoussou N'Guessan Séraphin, Désiré Ndoki, Éliane Flor Djemgou Tonmeba, Esse Ndjeng Maximilien, Fongzossie Evariste, Ismaïla Datidjo, Jean-Claude Mashinl D.M., Julius Tata Nfor, Koffi Yao Julien, Koffi-Didia Adjoba Marthe, Koné Tanyo Boniface, Kongnso Wiyahnyuy Edith, Kouamé Kanhoun Baudelaire, Kouassi Konan, Mbevo Fendoung Philippes, Moïse Chabi, Moustapha Soumahoro, Nana Claudin Karim, Nyembe Etame Ghislain, Parfait Blalogoe, Petcheu Igor Casimir, René Mpuru Mazembe Bias, Saha Frédéric, Takem Mbi Bienvenu Magloire, Tchindjang Mesmin, Voundi Éric, Yéo Bêh.

Etudes africaines

Série Administration publique

Photo de couverture : ©El Sod Black Salt, Flickr creative commons

ISBN : 978-2-343-21277-7

39 €

